

ASSISES DE LA MOBILITÉ

Compte-Rendu de l'atelier « une mobilité plus propre »
Epernon, 17 novembre 2017

I. Comment accélérer la transition vers des véhicules propres (véhicules électriques par exemple) ?

Il existe aujourd'hui environ 100 bornes électriques sur le département mais ce fait est peu connu : **il faudrait rendre cette information plus visible.**

Le problème principal est l'autonomie des véhicules électriques : pour traiter ce sujet, il faut penser les trajets avec un point de recharge au départ (chez le particulier) et un point à l'arrivée (lieux de travail, parkings de centre-ville ou de grandes surfaces...). Il est donc nécessaire de **développer les points de recharge semi-rapides**, et de dimensionner le réseau électrique pour supporter un pic de demande, notamment le soir lors de la recharge des véhicules chez les particuliers.

L'électrique est-il la seule alternative ? Que se passe-t-il en cas de panne de réseau majeure ? Un **mix énergétique** serait préférable.

L'huile de colza serait une solution, notamment en milieu rural. Problème : la culture du colza n'est pas exempte d'empreinte environnementale...

On pourrait également prévoir des «stocks» d'électricité grâce à des réservoirs eau/hydrogène pour utiliser la production d'énergie renouvelable de façon plus continue.

Quels sont aujourd'hui selon vous les freins majeurs au développement des véhicules électriques ?

- **Le prix des véhicules + équipement nécessaire** (point de recharge, location des batteries...)
- **L'autonomie** et la peur qu'il n'y ait pas le nombre de points de recharge nécessaire pour effectuer un trajet complet
- **La visibilité sur l'avenir** de ce type de véhicule : est-ce le meilleur choix ? ne faut-il pas plutôt opter pour l'hybride ? les promesses d'amélioration de l'autonomie jouent également en faveur de l'attente...

Que faudrait-il faire pour accélérer la transition ?

Il convient de changer totalement de logique : aujourd'hui, plus on roule propre, plus cela coûte cher, rouler dans des véhicules polluants est moins onéreux, il faut inverser cette réalité.

Il faudrait un **système de bonus/malus** réellement efficace pour renverser cette logique et permettre à ceux qui roulent plus propre de payer moins que ceux qui roulent polluant.

2. Comment l'Etat ou les collectivités locales peuvent-ils encourager toutes les formes de déplacements doux ?

En tout premier lieu il faut développer **une vraie stratégie de ferroutage**. Afin de privilégier un autre moyen de transport propre : le vélo, il est nécessaire de construire de nouveaux hangars à vélo à proximité des gares, des parkings, des établissements scolaires et autres. Pour que cette mesure soit efficace, les parents comme leurs enfants doivent être sensibilisés à l'impact environnemental de leurs trajets du quotidien pour qu'ils effectuent ces trajets en vélo et non en voiture. Les anciennes voies ferrées abandonnées pourraient également être transformées en pistes cyclables sécurisées.

Autre problème qui pousse les citoyens à utiliser leur voiture personnelle et non les transports en commun : les **horaires de bus**. Trop souvent, les horaires des lignes de bus ne sont pas alignés aux horaires des trains, par exemple, ce qui décourage les utilisateurs.

3. Comment peut-on faciliter le développement du covoiturage dans les déplacements du quotidien ?

La première mesure proposée pour développer le covoiturage dans les déplacements du quotidien serait d'offrir aux véhicules qui roulent en co-voiturage la **possibilité d'utiliser les voies de bus**.

Pour les déplacements de parents qui emmènent leurs enfants à l'école, il serait utile de **développer des applications** permettant de localiser les domiciles des autres élèves de l'établissement, pour que les parents puissent s'arranger et ne faire qu'un trajet pour emmener plusieurs élèves.